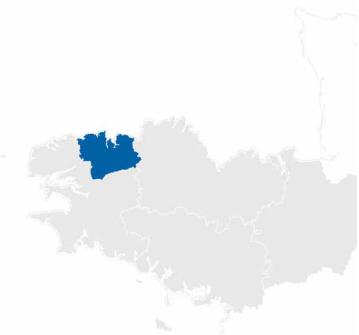


**ÉCONOMIE** | PAYS DE MORLAIX

# PREMIER SEMESTRE 2026 :

## UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ENCORE STABLE

#11 | Novembre 2026 **OBSERVATOIRE I** Note de conjoncture



Crédit : Morlaix - Unsplash

## Chiffres clés à la fin du 1er semestre 2026

(Évolution par rapport au 1er semestre 2025)

**34** procédures collectives (une procédure supplémentaire en un an)

Source : Capfinancials

**7,1 %** de taux de chômage au 2e trimestre 2026 dans la zone d'emploi de Morlaix +0,6 point en un an (6,8 % en Bretagne)

Source : Insee

**9 733** demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C au 2e trimestre 2026

Source : Dares- France Travail, STMT, traitement Dreets Bretagne

les + les − les =

**194** salariés privés supplémentaires +0,6 % en un an (+0,2 % en Bretagne)

Source : Urssaf

En hausse significative :
- Commerce de détail et automobile (+2,5 %)
- Admin., santé, social (+2,5 %)
- Hôtellerie restauration (+2,5 %)

En baisse :
- Services administratifs et soutien (-6 %)
- Industrie (hors agroalimentaire) (-0,7 %)

Au premier semestre 2026, l'économie du pays de Morlaix présente des signaux contrastés. Dans le même temps, sur le marché du travail, la hausse du taux de chômage, qui atteint 7,1 % dans la zone d'emploi de Morlaix, est préoccupante. L'emploi salarié privé progresse légèrement (+0,6 %, soit 194 emplois), une évolution supérieure à la moyenne régionale. Cette dynamique est portée principalement par le commerce, la santé et l'action sociale, ainsi que par l'hôtellerie-restauration. La croissance de l'emploi bénéficie aux trois intercommunalités, avec une performance particulièrement marquée dans la communauté de communes (CC) du Pays de Landivisiau (+1,5 %). À l'inverse, les services administratifs et l'intérim poursuivent leur recul.

Le tissu économique est cependant fragilisé. Les procédures collectives demeurent nombreuses, avec davantage de liquidations que de redressements judiciaires. Plusieurs entreprises emblématiques ont cessé leur activité, dont la biscuiterie Maison Le Goff et BP Métal. Dans le même temps, l'immobilier d'entreprise marque un net ralentissement : les surfaces autorisées chutent de 55 % sur un an. Malgré ce repli, quelques investissements structurants émergent, notamment dans l'industrie et les loisirs. Les activités maritimes affichent en revanche une forte vitalité. Le port de Roscoff enregistre une hausse de ses trafics passagers et fret, tandis que la criée connaît une progression remarquable des tonnages et de la valeur des ventes.

Enfin, les ménages évoluent dans un climat économique dégradé : confiance en baisse, hausse des dossiers de surendettement et recul de l'épargne, traduisent des tensions croissantes sur le pouvoir d'achat. Dans ce contexte, la construction de logements ralentit, mais demeure à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période.

ADEUPa BREST • BRETAGNE

# Activité économique

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE RÉSILIENCE MONDIALE QUI SE CONFIRME, MAIS UNE FRANCE À CONTRE-COURANT

Comme l'année précédente, 2026 s'inscrit dans un environnement international marqué par le cumul des crises : conflits armés, dont la guerre au Moyen-Orient, tensions commerciales, aléas climatiques et énergétiques. L'activité mondiale fait pourtant preuve de résilience, soutenue par les investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA), qui ont joué un rôle d'amortisseur. Dans ses perspectives d'octobre dernier, le FMI relève ainsi légèrement sa prévision de croissance mondiale pour 2026 (3,1 %) et celle de la zone euro (+1,1 %).

Le FMI souligne toutefois que les marges d'ajustement qui ont soutenu cette résilience sont limitées. Une escalade des conflits, une réévaluation des attentes liées à l'IA, un regain des tensions commerciales ou des vulnérabilités budgétaires pourraient freiner la croissance, alors que les prix de l'énergie restent élevés et que l'inflation repart à la hausse.

La France fait exception, avec une croissance attendue à 0,4 % en 2026 et 0,7 % en 2027 (révisée de 0,2 point à la baisse), s'expliquant par des impacts climatiques estivaux majeurs ainsi qu'une forte incertitude politique et budgétaire.

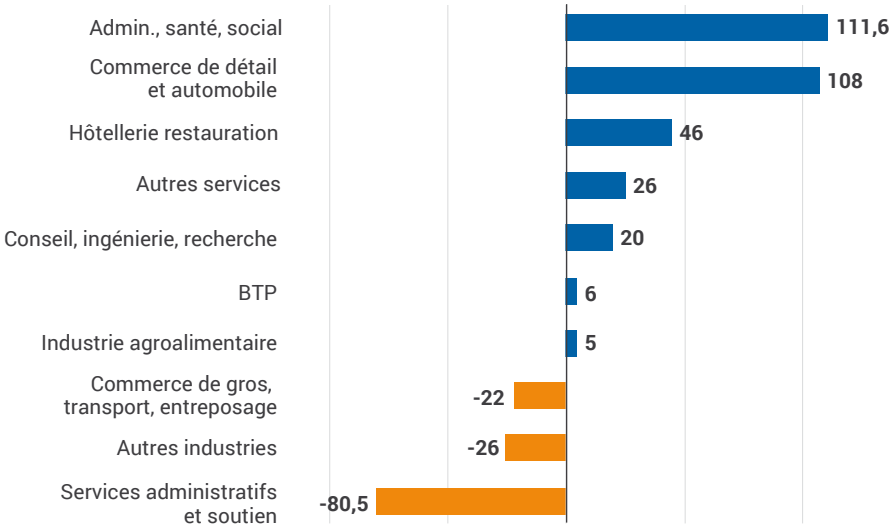


## Stabilisation de l'emploi salarié privé

Entre juin 2025 et juin 2026, l'emploi salarié privé dans le pays de Morlaix a progressé de 0,6 %, soit 194 emplois supplémentaires. Cette évolution est légèrement supérieure à celle observée à l'échelle régionale (+0,2 %).

Plusieurs secteurs affichent une dynamique particulièrement favorable. C'est notamment le cas du commerce de détail et de l'automobile, ainsi que celui de la santé et de l'action sociale. Ensemble, ces activités enregistrent une hausse de 2,5 %, représentant 220 emplois supplémentaires. Rappelons que le secteur médico-social dans le pays de Morlaix affiche le plus gros volume d'intentions de recrutements non saisonniers en 2026 (source : France Travail, enquête besoins en main d'œuvre). Dans le commerce, la dynamique semble également soutenue par les perspectives liées à la saison touristique. Les effectifs de l'hôtellerie-restauration ont ainsi progressé de 2,2 %, soit 46 emplois supplémentaires.

**Figure 1 –** Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les 1ers semestres 2025 et 2026 dans le pays de Morlaix




Source : Urssaf - Traitement Adeupa

À l'inverse, certains secteurs connaissent un recul de leurs effectifs. C'est notamment le cas des services administratifs et de soutien aux entreprises qui incluent l'emploi intérimaire. Sur un an, ce secteur enregistre une baisse de 6 %, soit 81 emplois de moins.

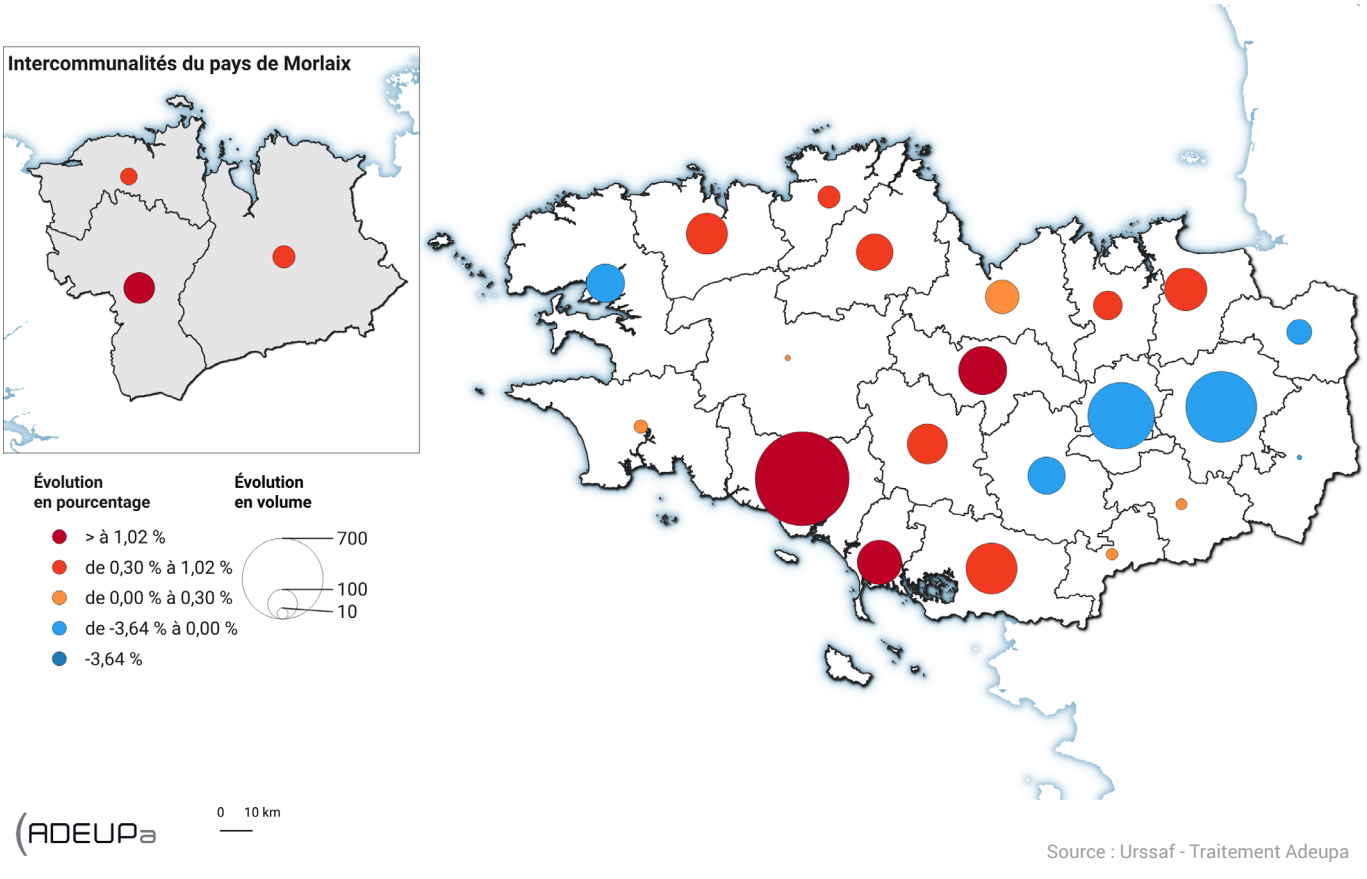
Cette dynamique positive de l'emploi se retrouve dans les trois intercommunalités du territoire. Celle du Pays de Landivisiau enregistre, une nouvelle fois, la progression la plus importante, avec une hausse de 1,5 % entre 2025 et 2026. Cette évolution est principalement portée par les activités tertiaires. L'industrie agroalimentaire poursuit également sa progression avec une hausse des effectifs de 7,7 %.

Dans les autres intercommunalités, la croissance est plus modeste. Les effectifs salariés augmentent ainsi de 0,3 % au sein de Haut-Léon Communauté et de 0,4 % dans Morlaix Communauté.



Crédit : Roscoff - Pays de Morlaix

**Figure 2 –** Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 2es trimestres 2025 et 2026




Source : Urssaf - Traitement Adeupa

## Hausse de la fréquentation touristique en baie de Morlaix

Entre avril et septembre 2026, 2,2 millions de nuitées touristiques, marchandes et non marchandes, ont été estimées dans le pays de Morlaix. Ce volume est en hausse de 2,4 % par rapport à la saison 2025[1]. Pourtant, l'année avait débuté difficilement, avec une fréquentation en recul durant l'hiver ainsi qu'au mois d'avril.

Les conditions climatiques très particulières de 2026 ont favorisé un net rebond de la fréquentation au cœur de l'été, notamment en juillet et en août. Cette dynamique est portée de manière relativement équilibrée par les clientèles française et internationale.

Pour la première, les principales régions émettrices de touristes sont confortées : les Bretons (+2,4 %), les Franciliens (+2,2 %) et les visiteurs originaires des Pays de la Loire (+3,2 %). La fréquentation des touristes provenant d'Auvergne-Rhône-Alpes augmente également de façon marquée (+3,7 %). La clientèle internationale contribue également à cette croissance. Celle-ci est principalement portée par les touristes allemands, dont la fréquentation progresse de 6,4 % sur un an.



Crédit : Saint-Pol-de-Léon - Thibault Poriel

Les nuitées marchandes semblent suivre la même tendance. Ainsi, dans les meublés de tourisme, le nombre de jours loués augmente de 2,5 % entre les saisons 2025 et 2026[2]. Là encore, le début de saison a été peu favorable, avec un recul de l'activité durant l'hiver, ainsi qu'en avril et en mai. Les mois de juin à septembre ont toutefois permis de compenser ce retard et de retrouver une dynamique positive.

1. Source : Flux vision Orange.
2. Source : Airdna, traitement Adeupa.

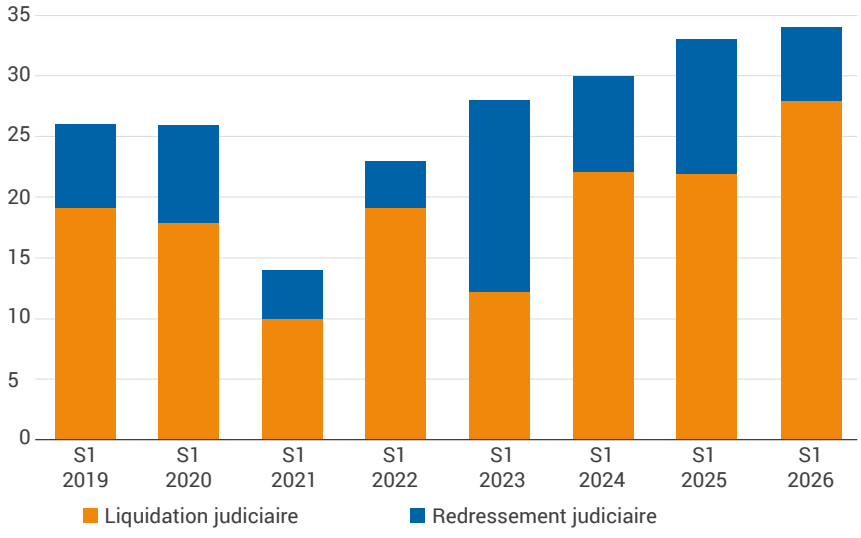
## Davantage de liquidations judiciaires que de redressements

Au premier semestre 2026, 34 procédures judiciaires (redressements et liquidations) ont été enregistrées, contre 33 un an plus tôt, traduisant une stabilisation du phénomène. Les procédures de liquidations sont particulièrement prédominantes.

Comme lors des semestres précédents, les défaillances concernent principalement des très petites entreprises (TPE), notamment dans les secteurs du commerce et des services.

Parmi les procédures enregistrées, la liquidation de la Maison Le Goff, entreprise de biscuiterie implantée à Saint-Martin-des-Champs depuis 1950, a particulièrement marqué le territoire. L'entreprise comptait 45 salariés. BP Métal, société de métallurgie spécialisée dans les équipements destinés au secteur du BTP et implantée à Landivisiau, a également cessé son activité au cours du mois de juin. Elle employait une trentaine de salariés.

**Figure 3 –** Nombre de procédures judiciaires dans le pays de Morlaix




Source : CapFi - Traitement Adeupa

La liquidation de la Maison Le Goff a particulièrement marqué le territoire.

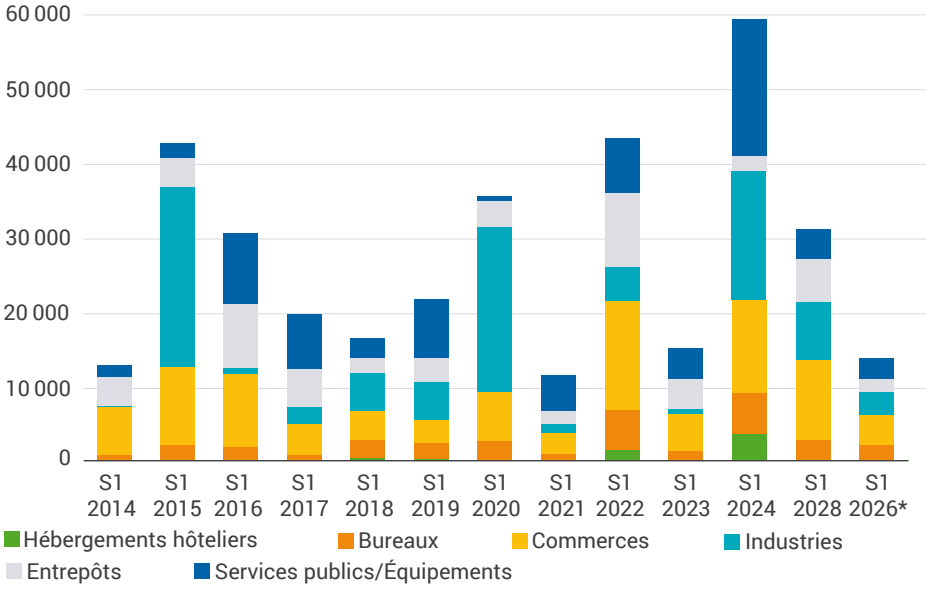
## Immobilier d'entreprise : forte baisse des surfaces autorisées

Le volume de surfaces autorisées pour les locaux d'activité et de bureaux poursuit sa nette diminution. Sur le premier semestre 2026, 13 850 m² ont été accordés, contre plus de 30 000 m² sur la même période de 2025, soit une baisse de 55 %. Ce recul concerne l'ensemble des secteurs avec, en premier lieu, les entrepôts, le commerce et l'industrie.

Les principaux dossiers concernent le secteur du loisir et de l'industrie. L'engouement pour la nouvelle pratique sportive qu'est le padel se retrouve dans les permis avec deux investissements en simultané dans le pays de Morlaix. Deux projets industriels importants ont aussi été autorisés au cours du premier semestre. Le premier concerne le groupe Quéguiner et son projet de créer une usine de production de produits préfabriqués Rexlan à Landivisiau (un béton en résine à haute technicité réalisé par Celtys). Le second, situé dans la même commune, est porté par Faun environnement : cette entreprise de production et réparation de bennes à ordures investit 2,5 M€ afin de se rapprocher du marché breton.

13 850 m² autorisés au premier semestre 2026

**Figure 4 –** Surfaces de locaux d'activité autorisées (en m²) dans le pays de Morlaix




Source : SDES Sit@del - Traitement Adeupa - * donnée provisoire

### Principaux permis déposés au cours du 1er semestre 2026 (surface autorisée > 1 000 m²) :

- **SCIA SSKL, salle de padel et plateau kiné santé, Plourin-lès-Morlaix,** 2 340 m², commerces et santé
- **Faun environnement, Landivisiau,** 1 201 m², bureaux, industrie
- **Groupe Quéguiner, Landivisiau,** 2 206 m², industrie
- **Veloso, salle de padel, Landivisiau,** 1 138 m², commerces

## Au port de Roscoff

### Le trafic passager repart à la hausse

Au port de Roscoff, le trafic passagers repart à la hausse avec plus de 132 600 passagers (+2 %). Sur les 6 premiers mois de l'année, le nombre de ferries s'est accru vers l'Angleterre (97, +5 %) et l'Irlande (26, +1 %). Dans les faits, avec 90 000 passagers, la liaison vers Plymouth gagne 3 500 passagers (+4 %), tandis que l'Irlande en perd 1 200 (-3 %).

### Trafic de fret également en progression

Dans ce contexte de renforcement du trafic ferries, les échanges de fret atteignent près de 80 000 tonnes[3] et progressent de 5 %. Le fret cargo, malgré l'absence de trafic d'amendements marins ce semestre, augmente de 10 %, dans un volume contenu à 11 000 tonnes.

3. Dont 71 228 de tares ferries.

### De bons résultats pour la criée de Roscoff

Le 1er semestre est placé une nouvelle fois sous le signe d'une dynamique soutenue avec des tonnages en augmentation de 12 % (2 250 tonnes). Les valeurs ont également bondi de 23 % pour atteindre plus de 14 M€. Ainsi, la valeur au kg dépasse désormais les 6,20 €, soit une progression de 10 %.

Au port de Roscoff, le trafic de passagers repart à la hausse.



Crédit : Roscoff - Pays de Morlaix

# Marché de l'emploi

## Une baisse du nombre d'inscrits à France Travail en trompe l'œil ?

Au 30 juin 2026, 4 138 personnes sont inscrites sur les listes de France Travail en catégorie A[4] dans le pays de Morlaix. Ce nombre recule par rapport à 2025. Cette évolution s'inscrit en contradiction avec la tendance régionale du taux de chômage. Il est possible que les effets de la loi plein emploi joue sur ces évolutions. En effet, à partir de janvier 2025, de nouveaux profils comme les demandeurs touchant le RSA, ou encore les jeunes suivis par les missions locales, devaient être systématiquement inscrits sur les listes de France Travail. Les effets de cette réforme tendent à se stabiliser en 2026 et peuvent donc expliquer, qu'en comparaison, le rythme d'inscription ait été moins soutenu.

Les seniors et les femmes sont les profils qui diminuent le plus avec respectivement -6 % et -4,2 %. A contrario le nombre de demandeurs inscrits depuis plus d'un an augmente de 3 % sur la même période.

Toutes catégories de France Travail confondues (A, B et C), l'évolution est plus limitée, avec une diminution du volume de demandeurs de 0,9 % en un an. Mais elle s'inscrit là aussi en opposition à la trajectoire régionale (+1,2 %).

### Chiffres clés de la demande d'emploi dans le pays de Morlaix :

**4 138** demandeurs d'emploi de catégorie A

**9 818** demandeurs d'emploi de catégories ABC

**Demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils :**

**Les femmes** : 1 966 (48 % de la demande totale)
**Les jeunes de moins de 25 ans :** 610 (15 %)
**Les travailleurs handicapés :** 787 (19 %)
**Les inscrits depuis plus d'1 an :** 1 626 (39 %)
**Les seniors de 50 ans et plus :** 1 266 (31 %)

Source : Dares - France Travail, STMT - Traitement : Dreets Bretagne

4. Personne sans emploi, devant accomplir des actes de recherche d'emploi, quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier). Les catégories B et C répondent à la même définition, mais ont exercé une activité réduite au cours du mois (78 heures maximum dans le premier cas et plus de 78 heures dans le second).

### AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI

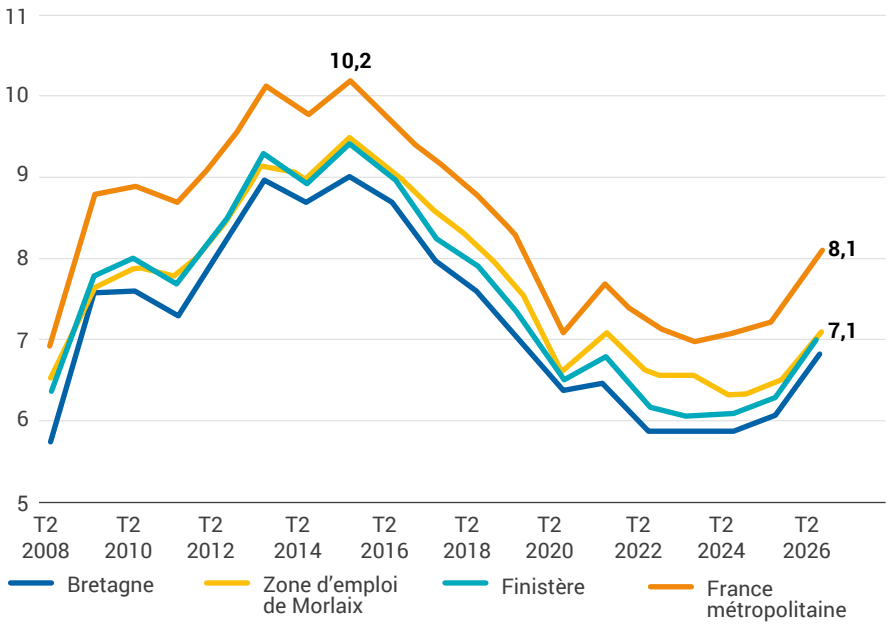
Depuis janvier 2025, le champ d'inscription à France Travail s'est élargi avec l'intégration systématique de nouveaux publics, tels que les bénéficiaires du RSA, les jeunes suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap accompagnées par Cap Emploi. Cette refonte a entraîné la création de catégories spécifiques, comme la catégorie F dédiée à l'insertion sociale ou la catégorie G pour les bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. D'autre part, elle s'est accompagnée d'ajustements réglementaires successifs, qu'il s'agisse des règles d'actualisation au premier semestre 2025 ou de l'évolution du régime de sanctions en juin 2025. Ces modifications techniques et administratives créent des effets de rupture et de périmètre qui impactent la lisibilité des statistiques de la demande d'emploi. Par conséquent, l'évaluation de la dynamique conjoncturelle du marché du travail doit être réalisée avec précaution : l'arrivée progressive de ces nouveaux inscrits et la modification des règles administratives engendrent des dynamiques en partie artificielles des effectifs au cours de l'année 2025 et début 2026.

## Un taux de chômage de 7,1 % dans la zone d'emploi de Morlaix, en nette hausse

Avec 7,1 % au 2e trimestre 2026, le taux de chômage dans la zone d'emploi de Morlaix remonte de façon significative : +0,6 point par rapport au 2e trimestre 2025. Cette évolution est observable dans l'ensemble des zones d'emplois bretonnes. Par ailleurs, ce taux est équivalent à celui du Finistère, supérieur à celui de la région (6,8 %) et toujours bien inférieur à la moyenne nationale (8,1 %).



**Figure 5 –** Taux de chômage au 2e trimestre entre 2008 et 2026



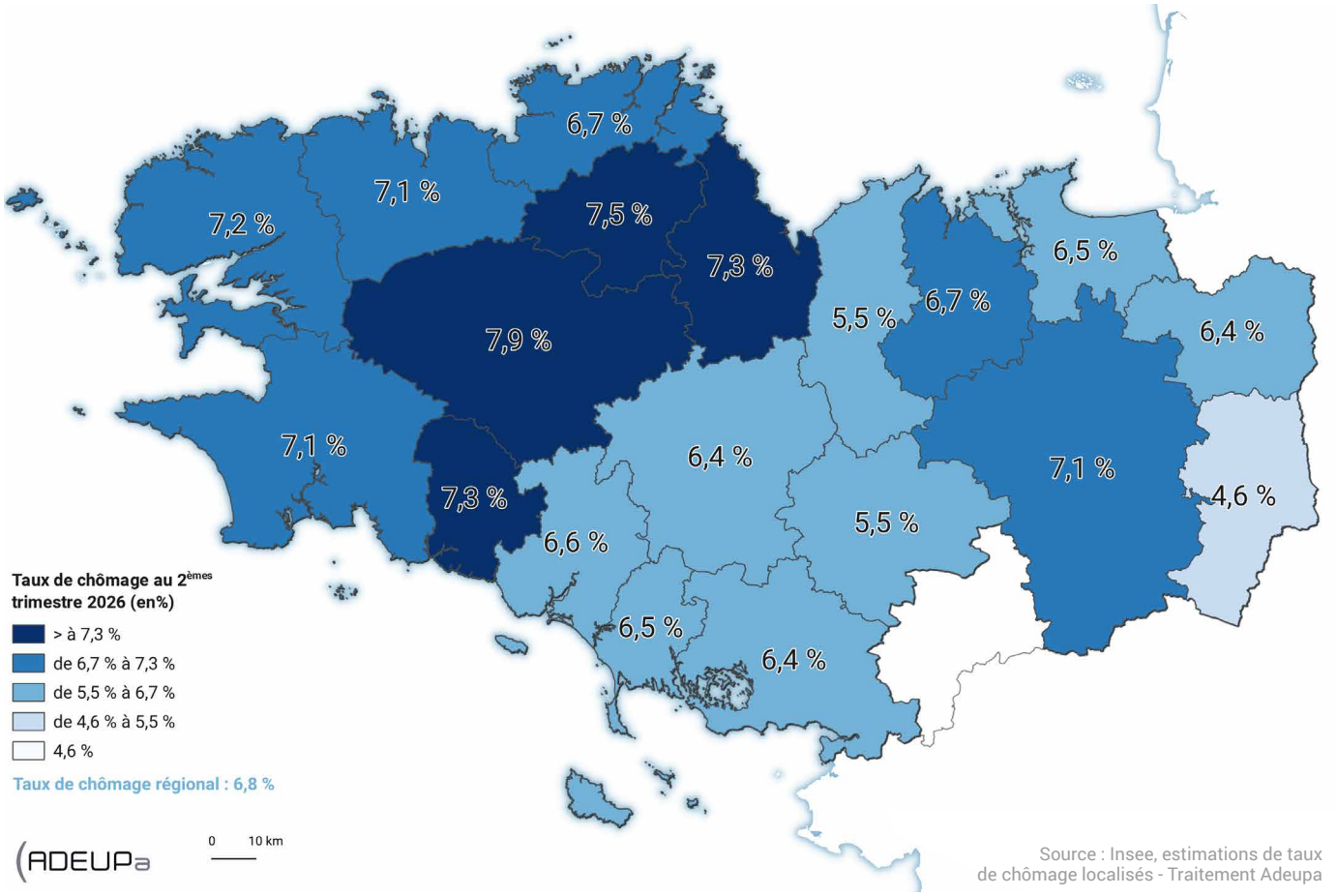

Source : Insee, estimation du taux de chômage localisé et taux de chômage au sens BIT

Bien que les scénarios omphale produits par l'Insee fassent état d'un déclin à venir de la démographie locale, et particulièrement de la population active, le marché de l'emploi enregistre toujours de nombreuses nouvelles entrées d'actifs. D'une part, les jeunes en sortie d'études continuent d'arriver sur le marché de l'emploi. D'autre part, les seniors travaillent plus longtemps en raison de la réforme des retraites. Par ailleurs, la loi pour le plein emploi diffuse progressivement ses effets. Les publics ciblés, tels que les bénéficiaires du RSA, sont à l'origine de près du quart de la hausse du taux de chômage à l'échelle nationale. Autre paramètre à prendre en compte, le solde migratoire peut également influencer sur la population active disponible dans un territoire. Toutes ces composantes contribuent donc à la progression importante de la population active et créent un effet d'engorgement sur le marché de l'emploi, au regard d'une hausse limitée du nombre de postes offerts. Cette tendance devrait, a minima, se prolonger sur l'ensemble de l'année 2026.

Le taux de chômage a augmenté de 0,6 point par rapport au 2e trimestre 2025.



**Figure 6 –** Taux de chômage par zone d'emploi au 2e trimestre 2026




Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés - Traitement Adeupa

# Ménages

En France, en octobre 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement, selon l'Insee[5]. En s'établissant à 80, l'indicateur synthétique baisse de 5 points et atteint son niveau le plus bas depuis juin 2013. Sa dégradation continue tout au long de la première partie de l'année est également un signal fort, l'indicateur étant évalué à 92 en février. Il reste ainsi durablement sous sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025).

Parallèlement, l'indicateur synthétique de climat de l'épargne se dégrade à 118. S'il maintient un solde nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, celui-ci perd deux points sur un mois.

Cette trajectoire s'explique principalement par le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran en février 2026. Ce nouveau conflit armé au Moyen-Orient est venu engendrer une envolée du prix de l'énergie (+20 % en un an) du fait du blocage du détroit d'Ormuz, dont les répercussions sont visibles en France. De la même manière qu'en 2022, cette poussée du prix de l'énergie fait craindre le retour d'une trajectoire inflationniste généralisée.

## Une épargne des ménages sous pression

Illustration d'un contexte économique peu porteur, davantage de Finistériennes et Finistériens ont déposé des dossiers de surendettement au cours du premier semestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente. 836 dossiers ont ainsi été enregistrés par la commission départementale de surendettement en 2026, contre 708 en 2025.

Dans le même temps, les dépôts à vue[6] des ménages finistériens reculent entre les premiers semestres 2025 et 2026 (-5,9 %). Les niveaux d'encours de ces produits bancaires immédiatement mobilisables sont inférieurs à ceux constatés au cours de la crise sanitaire, période au cours de laquelle les ménages avaient réussi à constituer une capacité d'épargne importante, du fait d'une moindre consommation notamment.

Signal plus préoccupant, un recul est observé en parallèle sur les dépôts à terme[7] (-14 %) au cours de la période. Ces produits, dont l'épargne est bloquée et orientée vers la recherche de rendement, sont donc délaissés et consommés par une partie des ménages. En cas de période économique favorable, et lorsque la visibilité des ménages est encourageante, les encours vers ces produits progressent sensiblement. Ils avaient d'ailleurs atteint des niveaux records à l'issue de la crise sanitaire. Cependant, depuis la fin de l'année 2024, ils diminuent régulièrement, ce qui suggère une nécessité de mobilisation plus importante des fonds disponibles de la part des ménages.

Le recul simultané des dépôts à vue et à terme pour le deuxième semestre consécutif traduit un repli de la capacité d'épargne des ménages finistériens, dans un contexte de regain des tensions inflationnistes. Cette évolution reflète une limitation des marges de manœuvre des ménages et de leur capacité à faire face aux aléas.

5. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future.

6. Compte, livret bancaire disponible à tout moment, sans préavis ni pénalité (exemple : livret A, LEP…).

7. Compte, livret, enveloppe, pour une durée fixée à l'avance, en échange d'une rémunération (intérêt) garantie, bloqué jusqu'à l'échéance, sauf retrait anticipé avec pénalité.

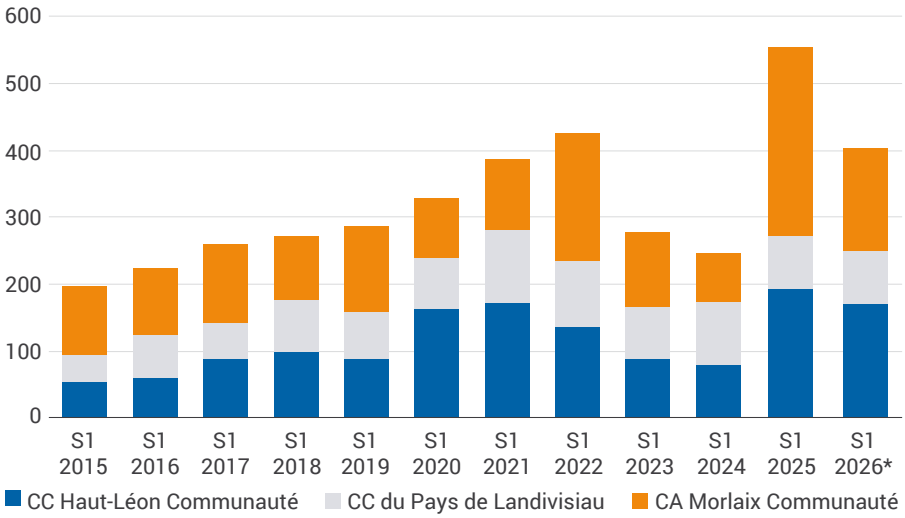
## Repli annuel des autorisations de logements

Le volume de logements autorisés au premier semestre 2026 est en recul par rapport à la même période de 2025. Avec plus de 400 logements autorisés, il demeure toutefois supérieur à la moyenne observée sur longue période. Cette dynamique est principalement portée par la construction de logements individuels qui concernent les 2/3 des permis autorisés du pays de Morlaix.

Les intercommunalités de Morlaix Communauté et de Haut-Léon Communauté concentrent près de 80 % des logements autorisés. Si le nombre de permis accordés y diminue par rapport à l'année précédente, il reste élevé au regard des niveaux observés au cours des dix dernières années. Dans la communauté de communes du Pays de Landivisiau, le nombre de logements autorisés demeure stable sur un an.

Parmi les principaux projets autorisés figure celui porté par la SCI Les Hauts de Plouescat. Ce programme prévoit la réalisation de 38 logements, dont 30 collectifs et 8 individuels, rue de Strasbourg.

**Figure 7 –** Nombre annuel de logements autorisés par intercommunalités du pays de Morlaix




Source : SDES Sit@del - Traitement Adeupa - * donnée provisoire

À Morlaix Communauté, Aiguillon Construction réalise également à Plouigneau un projet de 16 logements sociaux, dont 14 logements collectifs.

Plus de 400 logements autorisés.

# Paroles d'acteur

**BENOÎT DESCHAMPS,** Conseiller en environnement et transition écologique, CCI Finistère



Crédit : Benoît Deschamps

## Pouvez-vous présenter le dispositif ECOD'O PRO que vous animez ?

*Né dans le Morbihan, le programme ECOD'O PRO a permis d'accompagner 425 entreprises en Bretagne dans leur problématique de gestion de l'eau. Par an, nous suivons individuellement plus de 100 entreprises, dont 25 dans le Finistère. La moitié sont des industries, majoritairement agroalimentaires en raison de leurs volumes de consommation, suivies par le tourisme. Si un établissement touristique consomme peu isolément, les 4 millions de nuitées cumulées dans le pays de Morlaix cette année (à raison d'environ 150 litres par nuitée) peuvent peser lourd.*

## Pourquoi la Bretagne reste-t-elle en situation de tension hydrique alors que d'autres régions retrouvent de l'oxygène ?

*Quand le reste de la France est une éponge, la Bretagne est un « caillou » : nous avons très peu de capacités de stockage souterrain. Résultat, 70 % de l'eau que nous consommons provient des eaux de surface — barrages et retenues — comme le lac du Drennec pour l'Elorn. Un maillage très fin de 15 stations de potabilisation dans le pays de Morlaix sont nécessaires pour acheminer l'eau potable pour l'ensemble des usagers. Avec sept mois de déficit hydrique, le phénomène devient structurel. Dès que le mercure dépasse les 35 °C, les besoins explosent, notamment pour abreuver les élevages. À Pontivy, en juillet dernier, lorsque les forages agricoles s'assèchent, les éleveurs se reportent sur le réseau d'eau potable pour sauver leur cheptel, mettant sous tension la ressource.*

## Quelles sont les conséquences pour le tissu économique finistérien et l'emploi ?

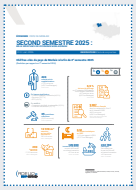
*En situation de crise, la priorité absolue va aux usages essentiels : l'alimentation humaine et animale. Le plan Orsec pourrait être activé et le préfet refuse désormais les dérogations y compris pour les entreprises. Si les robinets n'ont pas encore été coupés, les arbitrages industriels sont déjà douloureux. Lorsqu'on impose -25 % de prélèvements, il faut choisir quels ateliers fermer. À l'image d'une brasserie du Sud-Finistère qui priorisent ses marchés, ou de Candia contraint de réduire sa production de 40 % face au niveau trop bas de l'Odet. Les brasseries ne peuvent honorer l'ensemble des demandes client. Les stations de lavage ont fermé, le BTP est également touché en devant par exemple freiné sur le nettoyage de façades, et des géants locaux comme Primel Gastronomie sont directement concernés. Certaines industries agroalimentaires basculent sur des semaines de quatre jours à neuf heures par jour, ce qui tire sur les équipes, tandis que l'intérim sert de première variable d'ajustement.*

## Quels leviers d'actions déployez vous sur le terrain ?

*La première chose à faire, que ce soit pour des actions de court terme ou de long terme, c'est de mesurer ses usages et ses consommations pour co-construire un plan d'action sur mesure. Dans l'industrie, cela passe par la réduction des eaux perdues au refroidissement, le bouclage des eaux de décongélation ou l'optimisation du nettoyage des autoclaves. La récupération d'eau de pluie et la réutilisation des eaux usées traitées sont des pistes, mais restent coûteuses et complexes. Côté tourisme, via une convention avec l'UBHPA (l'union bretonne de l'hôtellerie de plein air), des audits sont menés dans les campings, comme le camping Les Mouettes à Carantec : douches, buanderie, restauration et piscines une diversité d'actions sont possibles. Nous avons également lancé un groupement d'achat pour installer la télérelève sur les compteurs principaux afin de traquer les fuites, ce qui représente un enjeu majeur pour les industries comme pour les campings.*

## Pour aller plus loin

### Avec l'Adeupa




Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 2d semestre 2025




Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 1er semestre 2026




Les besoins de main d'œuvre en 2026 dans l'Ouest breton - Article

### Et ailleurs

- Banque de France - tendances régionales : https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-juin-2026
- Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844

LES OBSERVATOIRES | **ÉCONOMIE**

**Direction de la publication**
François Rivoal

**Réalisation**
Lucie Bianic
Laurent Boussard (CCI Finistère),
François Le Pellec

**Traitement statistique / Cartographie**
Éloïse Blouet
Julien Florant

**Relecture**
Magali Can

**Mise en page**
Cubik communication

**Contact**
contact@adeupa-brest.fr

**Dépôt légal**
Novembre 2026

**ISSN**
2425-9608

**Référence**
26-178

**AGENCE D'URBANISME DE BREST • BRETAGNE**
**18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST**
**Tél. 02 98 33 51 71**

**www.adeupa-brest.fr**

LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE